

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 131 (1986)
Heft: 9

Artikel: La nécessité de déceler et de prévenir de nouvelles formes de conflit
Autor: Däniker, Gustav
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344719>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La nécessité de déceler et de prévenir de nouvelles formes de conflit

par le divisionnaire Gustav Däniker

Depuis un certain temps, les armées à vocation stratégique défensive — notamment celles des pays neutres — s'intéressent particulièrement *aux nouvelles formes de la menace*. En effet, l'évolution des techniques militaires et les modèles d'application stratégico-opératifs qui en découlent permettent de prévoir des formes de conflits futurs qui n'ont plus grand-chose de commun avec les images traditionnelles que l'on se fait encore de la guerre. Or, l'efficacité de la défense implique que l'on tienne compte de ces nouvelles formes de la menace dans la préparation militaire; elle en acquerra, aux yeux d'un adversaire potentiel, un *caractère dissuasif* plus élevé et prendra la valeur d'un *signal d'avertissement*.

En bref, ce qu'il s'agit de réaliser, d'une part, c'est la réaction optimale à la possibilité d'ouverture inopinée de conflits et à la rapidité de leur évolution, ainsi que, d'autre part, la sauvegarde de la liberté d'action de l'Etat dans un climat de fluctuations de la violence, qui pourrait paralyser tout effort de défense.

La menace: une analyse difficile

L'opinion publique se préoccupe en premier lieu, et on le comprend, du *danger atomique*. Après 1980, nom-

breux étaient les milieux qui s'attendaient à toute heure au duel nucléaire et à ses conséquences désastreuses. Aujourd'hui, ces mêmes milieux conjurent avec la même ferveur le danger d'une déstabilisation de l'équilibre stratégique par des *armes non nucléaires et défensives*. La «militarisation» de l'espace est devenue la crainte qui hante tous les esprits.

De telles controverses, issues d'une angoisse bien compréhensible, et alimentées par une propagande inspirée d'intérêts qui ne se démentent pas, ne tiennent malheureusement pas compte du fait qu'un danger, aussi grand soit-il, n'en exclut pas d'autres plus imminents et plus probables encore. En effet, s'il est vrai que le risque d'une destruction atomique mutuelle incite les grandes puissances à la prudence et si l'équilibre global précaire favorise à l'heure actuelle un certain *immobilisme en matière de stratégie nucléaire*, il faut se rendre compte qu'il en résulte aussi une *liberté d'action croissante dans le domaine des armes classiques*.

La doctrine militaire soviétique admet à nouveau la possibilité de passes d'armes non nucléaires, éventualité qu'elle s'était appliquée à nier auparavant. L'Occident est d'accord pour renforcer ce même genre d'armement, afin de différer aussi longtemps que possible le recours à l'arme

nucléaire tactique. Il est, dès lors, difficile de comprendre que même des responsables des problèmes de la défense manifestent un certain manque d'intérêt à l'égard des lois et des options qui prévalent aux échelons stratégiques inférieurs. Il paraît, en effet, indispensable de bien maîtriser ce niveau, si l'on veut éviter d'être surpris dans le *domaine traditionnel*, d'être éliminé par des manœuvres habiles et d'être détruit en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire.

La Suisse ne fait pas exception à cet égard. Ce thème, même s'il a été traité avec clarté dans les grandes lignes de la politique gouvernementale du Conseil fédéral ainsi que dans les commentaires que les chefs de l'armée ont faits du Plan directeur actuel, n'a pas encore touché l'opinion publique qui pourtant ne manque pas, chez nous, de s'intéresser aux problèmes militaires. Celle-ci, une fois de plus, préfère s'attacher à la question de savoir si une armée d'infanterie, que l'on estime être particulièrement peu coûteuse, ne suffirait pas à la défense de notre pays. Et l'on se demande également si l'on ne devrait pas renoncer à cette mission subsidiaire de l'armée qui est de soutenir les autorités civiles en cas de perturbation importante de l'ordre intérieur.

En regard de l'évolution de la menace, de telles considérations, aussi légitimes et actuelles qu'elles soient compte tenu des problèmes financiers et politiques du moment, ont un relent d'anachronisme. *La menace* se moque,

en effet, des contingences de la politique nationale; elle est imposée de l'extérieur en tant que résultante d'un potentiel militaire global. Dans la diversité de ses apparences, elle comprend des éléments connus et spectaculaires, mais aussi des facteurs *nouveaux* qui évoluent sans cesse et qui sont d'autant plus dangereux qu'ils sont *difficiles à interpréter à leurs débuts*. Les exemples suivants devraient permettre de le démontrer.

Le danger accru d'une attaque par surprise

Pour celui qui renonce à se passionner pour les interventions éventuelles des blocs militaires en présence, et qui analyse froidement leurs potentiels et leurs doctrines, il devient évident que jamais le danger d'une *ouverture des hostilités par surprise* n'a été aussi grand qu'en ce moment. Des missiles peuvent être lancés pratiquement sans délai sur des objectifs situés loin dans l'arrière-pays. Les forces aériennes ne sont plus tributaires d'aérodromes de guerre, proches du front; elles peuvent être engagées par surprise, depuis leurs bases de paix. Des formations stratégiques aéromobiles ont la possibilité technique de franchir des milliers de kilomètres. Des troupes aéroportées sont entraînées à la collaboration avec des éléments blindés spéciaux, capables d'opérer des percées brutales dans les lignes ennemies. Des moyens de combat électroniques, utilisés notamment pour l'exploration, contribuent

dans une large mesure à *l'accélération des opérations de guerre*.

Mais ce n'est pas tout. De nombreux indices font penser que les armées offensives modernes n'en resteraient pas là. Un facteur qui prend une importance toute particulière à l'heure actuelle est la *coordination* de ces opérations avec des formes de combat et des éléments de la *guerre dite indirecte*. Ceux-ci, qui en temps de paix déjà utilisent la subversion au sens large du terme, propagande et pressions proches du chantage, sabotages et terrorisme, offrent des possibilités de premier ordre pour désintégrer et paralyser la volonté adverse, notamment à la veille d'un conflit ouvert. La *vulnérabilité* des démocraties, tributaires d'une technicité complexe et, par définition, peu aptes à prendre des décisions militaires rapides, pourrait être exploitée et devenir un véritable talon d'Achille. Des commandos spéciaux, recrutés parmi les «troupes à destination particulière», engagés de multiples manières sur des objectifs reconnus à l'avance, seraient appelés à collaborer avec des groupuscules résidant dans le pays ou infiltrés peu avant les hostilités, pour éliminer les *autorités civiles et militaires* par des attentats directs ou pour *paralyser* les infrastructures.

Des *combinaisons* géographiques et chronologiques de telles opérations avec l'arsenal dont il est question plus haut, il résulte une gamme infinie de possibilités nouvelles d'ouverture de

conflits. En outre, les différentes phases d'une seule et même campagne pourraient être orchestrées selon la même méthode.

Pour compléter cette nouvelle image de la guerre, il ne suffit pas de tenir compte des nouvelles techniques et des nouvelles armes qui seraient probablement utilisées dans ce contexte. L'histoire montre que ce ne sont pas seulement les nouveautés du marché de l'armement qui peuvent être dangereuses, voire décisives, mais aussi la *combinaison inédite de celles-ci avec des procédés et des moyens connus de longue date*. On peut en conclure qu'à l'avenir, le combat interarmes prendra également une importance toujours plus grande.

Il est cependant évident que les possibilités énoncées ont un caractère relatif. On peut en effet se poser la question si une telle attaque aurait un sens et quelles seraient ses chances de succès. D'autre part, il n'y a pas de fumée sans feu: malgré toutes les techniques de camouflage et de déception visant la surprise, une attaque sans aucun indice préalable est inconcevable. Cependant, l'expérience montre qu'une *crise peut naître subitement* et — ce qui nous intéresse particulièrement dans ce contexte — *qu'elle peut couvrir longuement*. Nul n'est besoin d'être prophète pour se rendre compte que, dans une situation de tension, telle qu'elle est toujours possible même en Europe, l'arsenal des techniques qui vient d'être décrit serait particulièrement

dangereux et favoriserait sans nul doute des velléités de chantage.

La réponse: souplesse et vitesse de réaction

La réponse que nous donnerons à ce problème doit s'inscrire dans un ensemble bien défini: la mission principale de l'armée suisse reste en effet toujours la même; c'est d'empêcher une percée ennemie massive à travers le Plateau. La «*défense combinée*», *forme de combat spécifique* développée à cet effet, qui coordonne le mouvement avec l'efficacité du feu, mérite d'être exercée sans relâche et d'être améliorée encore par de nouveaux moyens. Il serait toutefois faux d'en faire une panacée et de négliger *d'autres genres d'opérations* que notre armée doit être en mesure de réaliser. Mentionnons la défense aérienne, décisive au combat et en matière de dissuasion; l'engagement de nos forces terrestres en dehors d'un dispositif préparé, ce qui exige une grande souplesse; enfin, conséquence de l'image de la guerre que nous venons d'entrevoir, l'engagement immédiat de certains contingents dont la préparation doit à tout prix devenir plus rapide encore.

Comme mentionné plus haut, nous ne sommes pas les seuls à nous rendre compte de cette nécessité. A l'instar des grands blocs, la plupart des puissances d'importance moyenne améliorent leur *liberté de manœuvre stratégique-opérative* de manière spec-

taculaire. Nous nous bornerons à mentionner, à titre d'exemple, la France qui a créé sa «Force d'action rapide». Même les nations neutres comparables à la nôtre suivent cette tendance. L'Autriche possède une *troupe d'intervention rapide* formée d'une division renforcée de grenadiers de chars, qui compte des soldats qui ont rempli et des militaires de carrière. L'effectif visé de 15 000 hommes n'a pas encore été atteint, mais son engagement rapide en cas de crise ou de protection de la neutralité est assuré. Comme on le voit, les événements de 1956 et de 1968, alors que des conflits dans des pays voisins constituaient une menace soudaine, ont porté leurs fruits. Il semble aussi que cette force soit en mesure de faire face rapidement en cas d'attaque par surprise, afin de couvrir la mobilisation du gros de l'armée.

La Suède, elle aussi, s'efforce d'obtenir une préparation plus rapide et une mobilité plus grande de ses troupes. Lors des récents incidents auxquels étaient mêlés des sous-marins soviétiques, il s'est révélé que la possibilité de mobiliser immédiatement les éléments nécessaires faisait défaut. C'est une des raisons qui a incité le Gouvernement suédois à étudier le renforcement des mesures existantes, en mettant sur pied une *troupe d'intervention rapide* de 5000 hommes, qui pourra également s'opposer à d'autres menaces. Les membres de cette formation seront des conscrits, volontaires pour remplir à

la fin de leur service obligatoire, contre rémunération. Ils devront être atteignables en permanence et mobilisables dans les plus brefs délais. Cette troupe disposera *d'avions de transport*, afin d'en assurer l'intervention sur l'ensemble du territoire suédois.

A long terme, *l'armée suisse* n'échappera pas à des mesures semblables, adaptées aux conditions particulières de notre pays. Il est faux, à ce propos, de vouloir jouer les censeurs en prônant l'inviolabilité de notre système de milice, comme certains commentateurs l'ont fait l'année passée, lorsque le chef de l'état-major général et quelques officiers généraux ont exposé la nécessité de confier à des professionnels quelques nouvelles fonctions militaires essentielles. Rappelons qu'au début de la Deuxième Guerre mondiale, alors que la menace aérienne prenait des formes nouvelles, le Parlement avait approuvé la création d'une *escadre de surveillance permanente*. Des éléments de celle-ci se sont distingués lors de combats aériens pendant cette même guerre et ont contribué ainsi à ce que notre pays soit épargné. La même réaction s'est fait jour en ce qui concerne nos frontières, où le danger d'agression s'était accru en raison de la virulence de nos voisins: dès 1937, des *unités volontaires de couverture frontière* ont contribué à assurer le respect de notre souveraineté.

Ce qui fut possible à l'époque, en raison d'une menace clairement reconnue, doit être possible aujourd'hui, en

fonction des données actuelles du problème. Personne ne saurait affirmer que le *principe de l'armée de milice* est supérieur au *but* pour lequel elle a été conçue. Inversement, personne n'est prêt à renoncer aux nombreux avantages du système de milice. Il s'agit dès lors, pour nous, de résoudre sans délai la grave question de savoir comment nous nous opposerons à la menace qui nous guette, en respectant le principe: «Une armée de milice dans tous les secteurs où elle est possible, des professionnels chaque fois qu'ils sont indispensables.»

La frontière est partout

Il est clair que ce n'est plus d'une couverture frontière constituée de volontaires qu'il s'agit aujourd'hui; en effet, la frontière est partout. Elle est dans les aéroports, sur les zones favorables aux débarquements aéroportés, voire dans les centrales de conduite et de commandement. Si l'on voulait «occuper» ces points névralgiques pour les protéger en fonction de la menace accrue d'attaque par surprise, il faudrait disposer d'un service de renseignement hautement efficace et de *forces d'intervention suffisantes pouvant être engagées dans les plus brefs délais*. Inutile de dire qu'un organe de conduite permanent devrait coordonner et conduire ces opérations. Dès lors, un des objectifs lointains de notre planification est d'institutionnaliser certains éléments de ce système, pour autant qu'ils

n'existent pas encore. Les solutions devront être trouvées en relation avec le développement du plan directeur de l'armée.

Cependant, il faut être conscient que l'armée n'est nullement restée inactive dans ce domaine. D'une part, le *système de mobilisation a été amélioré* sur de nombreux points afin que l'armée puisse se mettre en place par fragments, en fonction de la menace d'attaque spécifique. D'autre part, depuis le début des années septante, on dispose d'un système de *troupes d'intervention*, dans lequel des régiments de combat d'élite, qui peuvent être organisés en groupement de combat grâce à d'autres troupes en cours de répétition, sont disponibles *en permanence*. Selon la situation stratégique, cette mise de piquet peut être prolongée au-delà du CR ou, au contraire, celui-ci peut être anticipé. *On assure ainsi la pérennité du système*: les lacunes constituées par les jours fériés traditionnels sont comblées.

Dès 1980, cette réglementation a encore subi des améliorations importantes. Il a fallu, en effet, se rendre à l'évidence que le temps dit de pré-alerte, qui s'écoule entre le moment où apparaissent les premiers indices permettant de conclure qu'une guerre est imminente et l'éclatement de celle-ci, s'amenuise de plus en plus. De quelques semaines, il peut passer à quelques jours, voire à quelques heures ou minutes et coïncider avec le temps d'alerte qui, par définition, s'écoule entre l'ouverture d'un conflit

en Europe et l'attaque de la Suisse. Une *mobilisation*, pour laquelle l'assentiment de l'autorité politique est nécessaire, risque de demander *trop de temps*. Il faut être en mesure d'agir plus vite et de *mettre en place immédiatement une première sûreté*, au moyen des troupes de CR ou de Ccplm, ainsi qu'avec l'ensemble des formations permanentes des troupes d'aviation et du Corps des gardes-fortifications, soutenues par une infrastructure civile permanente.

Des tests-surprises – *les exercices d'alarme de l'armée* – montrent régulièrement que cette formule est valable et qu'elle permet de combler les lacunes les plus importantes. Des éléments du service de renseignement et de la reconnaissance électronique sont à même, 24 heures sur 24, d'avertir d'un danger imminent. L'état-major de conduite, qui fonctionne en permanence au Groupement de l'état-major général, peut prendre les mesures nécessaires dans les plus brefs délais, même dans le cas stratégique normal. Des embryons d'état-major des corps, des divisions et des brigades peuvent prendre le commandement au pied levé. Seront engagées immédiatement: toutes les formations de l'armée qui sont en service, les formations d'intervention, les autres troupes de tout genre en CR, les écoles de recrues et de cadres qui ont déjà atteint un degré d'instruction suffisant et qui sont en mesure de s'acquitter de certaines tâches techniques. Le mot d'ordre, créé par l'ancien chef de

l'état-major général: «Quelque chose tout de suite; le gros plus tard; le reste en son temps» constitue le principe de base permettant de résoudre cette nouvelle tâche stratégique-opérative.

La prévention de la surprise est aussi dissuasive

On peut se poser la question de savoir si tout cela suffit. En tout état de cause, de nombreux problèmes de détail doivent encore être résolus. Il est évident que toute formation militaire doit être en mesure de mettre rapidement en place un dispositif de garde et de sûreté. Qu'en serait-il toutefois au cas où l'attaquant s'astreindrait à créer le *climat de violence* décrit plus haut? Comment parviendrait-on, avec une troupe instruite au *combat militaire*, à neutraliser les innombrables groupuscules de commandos qui, dans le cadre d'un *terrorisme stratégique organisé* viseraient la destruction de la capacité d'agir et de conduire de la défense générale? Comment utiliserait-on judicieusement les nombreux atouts que nous possédons, les divers centres de décision politico-militaires et les divers corps de police cantonaux en vue d'une collaboration efficace

avec la troupe? Il y aurait lieu à cet effet d'étudier encore de nombreux problèmes, de créer des bases légales et d'entraîner la coordination du système, tant il est vrai que la prévention des surprises stratégiques de tout ordre deviendra un des thèmes principaux de notre instruction militaire.

A l'étranger, on est souvent impressionné de notre aptitude à mobiliser dans le plus bref délai une force de 625 000 hommes. C'est là en effet, même en tenant compte des exigences actuelles, une performance remarquable, propre à nous assurer une bonne protection. Il est, cependant, tout aussi important de pouvoir démontrer qu'avant cette mobilisation, notre pays n'accuse pas un *vide militaire*. Dès lors, notre aptitude de prévoir des attaques par surprise, notre faculté de nous opposer à ce danger et de mettre sur pied immédiatement des forces suffisantes pour intervenir aux endroits décisifs, renforceront encore dans une large mesure l'effet de dissuasion de notre armée. Elle sera non seulement une contribution à la sauvegarde de la paix, mais aussi un facteur important de la dialectique qui oppose pression politique et résistance psychologique. G. D.

Adaptation française d'un article paru dans la NZZ.